Économie des conventions et développement territorial

Une discussion à partir du développement de la région grenobloise

Michel Hollard

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/rei/5899>

DOI : 10.4000/rei.5899

ISSN : 1773-0198

Éditeur

De Boeck Supérieur

Édition imprimée

Date de publication : 30 septembre 2014

Pagination : 183-198

ISBN : 9782804190309

ISSN : 0154-3229

Référence électronique

Michel Hollard, « Économie des conventions et développement territorial », *Revue d'économie industrielle* [En ligne], 147 | 3e trimestre 2014, mis en ligne le 30 septembre 2016, consulté le 02 juin 2022. URL : <http://journals.openedition.org/rei/5899> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rei.5899>

Chronique

ÉCONOMIE DES CONVENTIONS ET DÉVELOPPEMENT TERRITORIAL. UNE DISCUSSION À PARTIR DU DÉVELOPPEMENT DE LA RÉGION GRENOBLOISE

Michel Hollard

Le cadre théorique proposé par la théorie des conventions (Batifoulier, 2001 ; Eymard-Duvernay, 2006), qui vise à comprendre comment se définissent les structures d'action, peut-il permettre de caractériser le développement des territoires ? Telle est la question à laquelle nous avons tenté de répondre, en analysant le cas de la région grenobloise.

Michael Storper écrivait (Storper, 1995) : « Le problème est, pour les différents acteurs, de savoir comment d'une part les autres vont faire face aux incertitudes existantes et comment d'autre part eux-mêmes se comporteront en retour. » Il en résulte que les systèmes les plus dynamiques – ceux qui sont caractérisés par les innovations – « n'émergent pas d'une rationalité universelle abstraite, mais de rationalités endogènes et différenciées d'acteurs collectifs liés les uns aux autres par leurs propres conventions à base souvent locale ». M. Storper cite l'exemple de la « 3^e Italie », caractérisée par la qualité des produits, un travail indépendant fondé sur la famille, la fascination des technologies avancées et des règles informelles sur la gouvernance des entreprises. On peut penser, dans cette perspective, que les périodes où les dynamiques territoriales sont les plus fortes sont celles où les conventions territoriales sont « en phase » avec les structures d'action requises par les contraintes de compétitivité.

François Eymard-Duvernay (2007, p. 210) précise, à propos de l'organisation des entreprises, que la construction des conventions résulte d'un

processus qui fait que des acteurs qui ne sont pas d'emblée d'accord sur un des biens communs parviennent cependant à un « accord sur un cadre qui permette de résoudre leurs désaccords. [...] Les acteurs d'entreprise sont constamment dans ces activités de construction, d'entretien, de réparation des dispositifs de coordination. »

Cette fragilité dans la construction d'un principe commun, signalée dans le cas des entreprises, est *a fortiori* encore plus grande pour un territoire. Celui-ci peut en effet n'être qu'un espace géographique sur lequel des activités seulement juxtaposées, indépendantes les unes des autres, viennent s'implanter, pour utiliser des ressources préexistantes, les conflits se déroulant dans un espace extrarégional. Mais lorsqu'on a affaire à de véritables dynamiques territoriales, les différentes activités ont nécessairement des liens entre elles et nous verrons, dans le cas grenoblois, que ces liens dépassent le cadre du calcul individuel des acteurs et mêlent de manière indissociable les réseaux locaux, nationaux et même internationaux. « Chaque individu a, dans le cours de son activité économique, des préoccupations économiques et sociales. Le politique et le social sont "implantés" dans l'activité économique et non des espaces les surplombant » (Eymard-Duvernay, 2007, p. 202).

La question que nous voudrions poser est celle de l'existence possible d'un cadre qui fournisse « une justification en termes de bien commun, par lequel les acteurs peuvent donner un sens à leurs actes, ou aux changements d'orientation qui leur sont imposés, mais qui, en retour, les contraint » (Olivier Thévenon, in Eymard-Duvernay, 2006, t. I, p. 269). Précisons avec F. Eymard-Duvernay (in Batifoul, 2001, p. 294 sqq) que le problème de construction de ce cadre suppose aussi l'existence d'institutions intermédiaires « permettant de passer d'un système de valeurs à l'autre, et capables de supporter les tensions qui en résultent ».

Dans cette chronique, on se propose donc, à partir d'une esquisse d'application de ces principes à l'analyse du développement de la région grenobloise en longue période, d'en indiquer l'intérêt, mais aussi les difficultés et les questions qui restent ouvertes.

Grenoble : un développement industriel et scientifique dynamique et diversifié

Rappelons rapidement que le développement industriel de Grenoble a été marqué par la montée et le déclin de diverses branches d'activité. Les premières qui se sont développées à partir du milieu du XIX^e siècle ont été celles de la ganterie, du textile, de la métallurgie et de la papeterie, sur la base d'une organisation familiale du capital accumulé à partir d'activités commerciales. Les industries de biens d'équipement naissent également au milieu du XIX^e siècle avec la production d'instruments en vue de la mise en place du chemin de fer, des premières usines à gaz, de la production de turbines, vannes, conduites forcées (houille blanche), d'équipements et appareils électriques, de matériels pour cimentiers et papetiers, d'engins pour travaux publics. Elles viennent se placer en amont de l'hydroélectricité dont le développement leur ouvre des débouchés. L'après-guerre est marqué aussi par le développement de l'université et de la recherche avec, en 1956, la décision d'implanter le Commissariat à l'énergie atomique sous la direction de Louis Néel. D'autres instituts importants suivront dans ce sillage avec notamment, en 1973, l'Institut franco-allemand Laue-Langevin (ILL), en 1975 l'European Molecular Biology Laboratory, en 1985, l'ESRF (European Synchrotron Radiation Facility) ; en 1992 c'est la création de l'Institut de Biologie Structurale (IBS) par le CEA et le CNRS. Le secteur de l'informatique et de l'électronique s'est développé à Grenoble dès les années 1950. Les années 1950 et 1960 sont marquées par l'émergence de la recherche et de la formation en calcul numérique informatique utilisé dans l'industrie et les bureaux d'étude (Sogreah, Bull, Cap Gemini...). Les années 1970 et 1980 voient la montée en puissance de la recherche et de la formation en informatique et d'entreprises comme Hewlett Packard, mais aussi de nombreuses PME, France Telecom. Les années 1990 sont une période de maturité des technologies de l'information et de la communication avec un fort développement économique qui se poursuit sur le site. Les années 2000 confirment cette tendance, la région montrant sa capacité à fédérer des industriels (Bull, France Telecom R&D, Infogrammes, STMicroelectronics), des organismes de recherche publique (CEA, CNRS, Grenoble-INP, INRIA, UJF) ainsi que les collectivités locales. En 2002, c'est création de MINATEC, « campus d'innovation en nanotechnologies ». Au total on compte, en 2010, 12 750 emplois dans le logiciel, 11 709 dans la microélectronique,

9 350 dans l'électronique (Verjus, 2012). Plus récemment, ce sont les biotechnologies qui apparaissent avec une forte participation du CEA.

Une dimension politique essentielle

Lorsqu'on analyse les processus de décision qui ont abouti à une nouveauté importante pour le développement de la région grenobloise, on est amené à penser que, sans négliger une part de hasard, les décisions publiques ont été décisives et que le contenu des politiques nationales et locales a joué un rôle important. Un exemple évident est celui de l'arrivée de Louis Néel en 1940, accueilli à Grenoble dans une faculté des sciences située dans la « zone libre », qui disposait de locaux spacieux pour l'époque grâce à l'action antérieure, durant le Front populaire, du doyen René Gosse, ancien adjoint au maire socialiste de Grenoble Paul Mistral. René Gosse, issu, comme beaucoup d'autres scientifiques grenoblois, de l'École Normale Supérieure, était venu à Grenoble après avoir été refusé par l'université de Strasbourg qui se méfiait de ses engagements socialistes.

Un autre exemple important est celui de l'implantation à Grenoble de l'ESRF (synchrotron) qui fut le résultat, au détriment de Strasbourg, d'un lobbying puissant, de la part à la fois des scientifiques et des responsables politiques de l'Isère. Naturellement la création et la reconnaissance par le gouvernement du « pôle mondial de compétitivité » MINALOGIC qui est, par définition des pôles de compétitivité, le résultat d'alliances entre collectivités locales, industries et établissements de recherche, ont été grandement facilitées par les nombreux contacts noués auparavant par les principaux protagonistes de l'opération. Tout au long de l'histoire des cent dernières années, on constate des alliances entre des catégories de Grenoblois qui peuvent certes avoir des conflits entre eux, mais qui parviennent cependant à adopter un point de vue commun et à le défendre à l'extérieur du territoire grenoblois en bénéficiant souvent de leur insertion dans des réseaux nationaux, voire internationaux.

Il apparaît nettement que certaines périodes peuvent être caractérisées par des « principes supérieurs communs », différents d'une période à l'autre, qui ont été construits dans la durée, qui s'estompent ensuite pour laisser place à d'autres, mieux adaptés à la situation locale, à l'évolution des techniques et au contexte national et international.

Cette chronique voudrait montrer que ce développement s'inscrit dans une dynamique de longue période, dans laquelle il est possible de distinguer plusieurs phases, caractérisées par un rôle croissant des interactions entre action publique et initiatives privées.

Anne Dalmasso (in Favier, 2010, p. 116) lorsqu'elle traite de « l'émergence d'un modèle technico-industriel original entre 1900 et 1940 » note que la création de l'Institut d'électrotechnique (qui sera ensuite une des composantes de l'Institut Polytechnique de Grenoble) « prend une importance particulière, car il affirme le choix d'une partie des élites locales de jouer la carte du progrès technique. Se met alors en place un fonctionnement lobbyiste université-industrie-municipalité, d'abord pour fonder des enseignements et laboratoires techniques à Grenoble, sur financements municipaux et privés, puis pour pérenniser ces initiatives grâce à l'aide de l'État. Ce mode de fonctionnement est au cœur du système grenoblois de développement scientifique [...]. Des ingénieurs interviennent dans l'enseignement et inversement des enseignants cherchent des réponses à des questions industrielles concrètes dans différents secteurs : électrotechnique, papeterie, hydraulique, électrochimie, métallurgie ».

L'histoire du développement de la région grenobloise des ^{xix}^e et ^{xx}^e siècles peut sans doute être caractérisée par l'existence de phases de relative stabilité autour d'un principe commun, entrecoupées de phases éminemment instables de recherche d'un nouveau principe. Si l'on admet cette hypothèse, cela signifie que rien ne garantit que, lorsque le principe précédent est devenu obsolète, un principe commun nouveau puisse émerger. Le risque, en cas d'échec, est de retomber dans la situation d'un territoire n'ayant plus sa dynamique propre et devenant le simple réceptacle de décisions qui lui sont extérieures.

Une certaine stabilité

Dans ce qui suit, on se bornera à proposer un premier repérage de quelques périodes qui paraissent significatives de phases de relative stabilité ayant permis un développement de la région grenobloise, sans chercher à en retracer la genèse. On tentera dans chaque cas d'explicitier le principe commun qui a permis cette stabilité.

En lisant les travaux des historiens, on voit émerger deux périodes significatives : celle des années de l'entre-deux-guerres qui précèdent la crise des années 1930, celle des « Trente glorieuses » qui suit la fin de la Seconde Guerre mondiale. Il est intéressant de noter que ces deux périodes sont marquées par les mandats de deux maires importants de la ville de Grenoble : Paul Mistral (maire de 1919 à 1932), Hubert Dubedout (maire de 1965 à 1983).

LES ANNÉES 1920-1930 : LA MODERNITÉ PAR LA PRODUCTION INDUSTRIELLE ET LA TECHNIQUE

Grenoble bénéficie à cette époque d'un enseignement technique qui s'y est développé très tôt. En 1836 déjà, une école municipale avait été créée en vue de préparer aux professions industrielles et aux emplois publics, combinant enseignement général et enseignement technique, et préfigurant ce qui sera beaucoup plus tard le lycée technique Vaucanson. D'autres communes de la région verront aussi l'enseignement technique se développer (Vizille, Voiron). D'autres formations se créent, dont l'association pour l'enseignement postscolaire. Dès 1892, un cours d'électricité industrielle est confié à Paul Janet au sein de la faculté des sciences, dont le succès sera à l'origine de la création de l'Institut d'électrotechnique, qui s'installe en 1910 près de la gare. Peu à peu se forge un milieu patronal dans lequel les ingénieurs prennent une place croissante.

La détermination d'un principe commun aux années de l'entre-deux-guerres se concrétise bien par l'organisation de l'Exposition internationale de la houille blanche et du tourisme qui se tient à Grenoble du 21 mai au 25 octobre 1925. Paul Mistral, qui était un des responsables importants de la SFIO et avait été élu député en 1910, avait été élu auparavant maire de Grenoble contre une liste conduite par deux représentants du patronat qui avait jusqu'alors dominé la vie municipale. P. Mistral s'engage activement dans l'extension de la ville de Grenoble et entretient des rapports suivis avec le patronat local, qu'il fréquente notamment au sein des commissions extramunicipales. Organisée sous la direction d'un industriel, l'exposition frappe par son ambition. Elle affiche la vocation internationale de Grenoble, est inaugurée par le président du Conseil Paul Painlevé

assisté de nombreux ministres. Les 20 hectares du site sont envahis par une multitude de palais, de pavillons et d'attractions en tout genre, dont, par exemple, un palais de la houille blanche consacré aux spécialisations industrielles locales (électrochimie, matériels hydrauliques et électriques, etc.), des palais représentants des pays étrangers, un palais des colonies, un village africain, un village alpin reconstitué, etc. L'ensemble est dominé par une tour d'orientation de 80 mètres de hauteur, symbole du béton armé et du dynamisme de l'industrie grenobloise du ciment.

Les clivages politiques pourtant profonds peuvent être dépassés au cours de cette période, au profit d'une mobilisation pour l'industrie et le tourisme, avec une recherche de modernité basée sur l'efficacité du travail des ingénieurs et des techniciens, la perspicacité et l'habileté du patronat local. L'affiche de l'exposition illustre bien cette convention : on y voit une fée électricité naissant de la rivière et distribuant généreusement des pièces d'or sur la vallée et les montagnes avoisinantes.

LES ANNÉES 1960-1980 : UNE MODERNITÉ HUMANISTE BASÉE SUR LA CONNAISSANCE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

On a vu plus haut l'importance que revêt le développement de l'université de Grenoble dans les années d'après-guerre et en particulier l'importance prise par la physique théorique et appliquée, sous l'impulsion, en particulier, de Louis Néel. Ce n'est pas un hasard si c'est à Grenoble que se tient en 1957 un colloque sur les relations université-industrie avec la participation de Paul Merlin, patron de l'entreprise Merlin-Gerin, Louis Weil, physicien, et Pierre Mendès France. Ce colloque était organisé par l'association « Les Amis de l'Université », créée en 1947 par Paul Merlin et qui organisera de nombreuses réunions associant industriels et universitaires. C'est au cours de ce colloque que Louis Weil défendit le développement de la « Promotion Supérieure du Travail », qui s'était organisée à Grenoble à partir des années 1950 et qui permit à des salariés des entreprises d'accéder au titre d'ingénieur. Autre thème abordé à ce colloque, les contrats entre laboratoires et financeurs privés, avec le rôle croissant des associations pour le développement des recherches dans les universités. La situation de ces

années-là se distingue ainsi de celles de l'entre-deux-guerres par l'importance croissante du secteur de la recherche par rapport à l'industrie, avec un apport substantiel du premier à la seconde ainsi que par le début d'une phase de concentration des entreprises.

Le « conflit Neyrpic » de 1962 est très représentatif de ce qui peut se passer à l'époque. En effet, Neyrpic, qui est alors une entreprise de pointe dans la construction de turbines et d'équipements hydro-électriques, et mène une politique de relations professionnelles ouvertes à la négociation, avec la quasi-reconnaissance de la section syndicale d'entreprise, doit faire face à des difficultés de financement. C'est le groupe Alsthom qui en prend possession, et remet en cause la politique sociale précédente. Cette intégration, qui est un des premiers exemples de départ des centres de décision hors de la région, est à l'origine d'un conflit de grande ampleur, tant par sa durée que par l'unité du personnel, ingénieurs et cadres se joignant aux ouvriers et par l'importance des soutiens qu'il suscite dans la population. De nombreux universitaires, juristes et économistes en particulier, se sont alors mobilisés pour défendre les salariés et leur apporter leurs compétences dans l'analyse de la situation économique et sociale de l'entreprise et du droit du travail. On voit apparaître dans les mêmes années, après la fin de la guerre d'Algérie qui avait été marquée par de fortes mobilisations syndicales et politiques, une série de revendications dans le domaine de la culture, du logement, du planning familial, de la vie des quartiers, de l'urbanisme, qui sont élaborées dans des associations, des syndicats. Tous ces mouvements étaient conduits par des personnes qui formaient un réseau dans lequel les relations étaient fréquentes et intenses.

Grenoble ne correspond pas au constat général que fait Pierre Veltz lorsqu'il traite de la France taylorienne des « Trente glorieuses » (Veltz, 2002) : « La logique taylorienne, dans les firmes comme dans la géographie, n'a cessé de cloisonner, découper, segmenter. Un établissement taylorien n'a pas besoin de relations d'échange complexes avec son environnement, pas plus d'ailleurs qu'avec les bureaux d'études de son propre groupe. [...]. La société française, qui aime la hiérarchie, et qui l'exprime si bien dans sa géographie, aura un chemin difficile à suivre pour entrer dans l'ère des réseaux. » La spécialisation de la région grenobloise, non pas dans la production de grande série, mais surtout dans les biens d'équipement liés à l'hydroélectricité, à la chimie, au nucléaire ainsi que la présence d'universités et de

centres de recherche, le relatif enclavement de la région sont sans doute les principales raisons de cette situation particulière.

La « nouvelle classe ouvrière »

C'est à ce moment-là que Grenoble est devenu un des lieux d'émergence en France de ce que l'on a alors appelé « une nouvelle classe ouvrière ». On notera avec intérêt la conclusion de Pierre Belleville au chapitre consacré aux nouvelles frontières de la classe ouvrière à Grenoble dans son ouvrage (Belleville, 1963, p. 192). « Dans cette ville où syndicalistes ouvriers, ingénieurs, chercheurs jouent un rôle décisif, leur rôle social et politique est nul. [...] la vie locale n'en reste pas moins dirigée par des notables traditionnels. Le capitalisme moderne fait finalement très bon ménage avec ces notables et le genre de vie social périmé qu'ils entretiennent. » La réponse sera donnée lors de l'élection municipale de 1965 avec l'arrivée de l'équipe ouverte à ces couches sociales, grâce à la présence du Groupe d'Action Municipale et du Parti Socialiste Unifié aux côtés de la SFIO, sous la direction d'Hubert Dubedout. La nouvelle municipalité s'inscrit bien dans la suite de ces mouvements dont on retiendra qu'ils exprimaient à la fois l'espoir mis dans la modernisation en général, mais aussi l'exigence d'une vie démocratique, culturelle et sociale permettant à toutes les couches de la population de profiter de cette modernisation. Parmi les acquis de cette période, pour la plupart encore très présents aujourd'hui, la dimension culturelle ne doit pas être sous-estimée, avec la création de la maison de la culture, du musée dauphinois et une politique très importante de soutien au tissu associatif (unions de quartiers, maisons de jeunes, centres sociaux, centres de santé...).

On peut illustrer cette période par une image symbolique, celle des ouvriers qualifiés de la métallurgie travaillant à la production de turbines hydrauliques. La forme de celles-ci résulte de calculs scientifiques, leur destination est aussi bien la France que les pays en développement. Qualification du personnel, progrès des connaissances, développement humain affirment une vocation moderne et humaniste de la région. Lors du conflit Neyrpic, l'unité de la population s'était faite pour la défense de l'emploi, et personne, à l'époque, ne mettait en cause sérieusement l'intérêt social de la production qui y était réalisée. Au contraire, tout le monde s'inclinait devant la beauté et la puissance des turbines fabriquées par les ouvriers

qualifiés de l'entreprise et l'on a signalé les solidarités qui s'étaient révélées dans toutes les couches de la population pour la défense de l'entreprise, le rôle des chercheurs étant alors considéré comme indispensable à la poursuite d'un progrès technique qui permettrait de disposer de l'énergie nécessaire, de vaincre la faim dans le monde, de participer au développement de « tout l'homme et de tous les hommes ».

LES ANNÉES 2000 : UN PRINCIPE COMMUN À CONSTRUIRE

Au cours des dernières années, des changements profonds interviennent, dans trois domaines au moins : le rapport entre science et société, l'apparition de secteurs nouveaux, un étalement urbain dépassant les frontières de l'agglomération et s'accompagnant d'une fragmentation sociale.

Sciences et société : un rapport dynamique

Outre le fait que les grandes entreprises multinationales continuent à s'internationaliser en s'intéressant de plus en plus aux marchés émergents et que leurs centres de décision sont partis de Grenoble, on a noté plus haut le développement rapide du secteur des nouvelles technologies de l'information et des biotechnologies. D'une manière générale, la production manufacturière perd de son importance tandis que les activités de services, de recherche et de développement se développent rapidement. De ce fait, la figure de l'ouvrier qualifié qui symbolisait bien l'activité de production des années 1960 a laissé la place à celle, plus obscure pour le commun des mortels, d'un opérateur d'ordinateur ou à celle d'un technicien des biotechnologies armé d'une pipette. Le changement est profond par rapport à la phase précédente, car le rapport de ces sciences et techniques à l'économie et à la société n'est plus celui que l'on observait avec la physique dans les années des années 1960-1980. Les sciences et les industries qui s'y développent ne concernent pas seulement les procédés de fabrication de produits connus, mais viennent modifier la nature même des biens et des services dont les hommes peuvent disposer, la manière dont ils peuvent communiquer entre eux, se soigner, ainsi que les rapports écologiques. On sait la vivacité des réactions à l'encontre des nanotechnologies. « Cette évolution [...] ne va pas sans susciter craintes et rejets : l'ode au progrès qui

a accompagné le début des nanotechnologies a suscité un contre-discours virulent, une défiance face au pouvoir technologique encore plus vive que lors de la phase nucléaire du site » (Dalmasso et Robert, in Favier, 2010, p. 172). D'une manière générale, comme le dit Bruno Latour, « à partir du moment où la science et les techniques se sont étendues dans toutes les anfractuosités de nos vies, elles subissent le sort commun, c'est-à-dire qu'il est normal qu'on les discute et qu'on les dispute ». Les frontières entre la science, les techniques et la politique deviennent ainsi très floues, avec, par exemple, l'émergence de la figure du profane dans l'expertise (cf., à propos des controverses sur la biologie, Virginie Tournay, in Hollard et Saez, 2010, pp. 224-225).

Il n'est pas étonnant que ces tensions se manifestent à Grenoble compte tenu de l'importance des secteurs que l'on vient de décrire et d'un ensemble d'associations actives, sensibles aux problèmes sociaux, mais ne comptant que très peu sur le progrès technique pour avancer des solutions à ces problèmes.

Mettre l'accent sur les « humanités scientifiques » (Latour, 2010), souligner la nécessité d'un « contrat social entre science et société » (Guy Saez, in Hollard et Saez, 2010, pp. 7-20), c'est mettre en évidence que, dans la situation actuelle, le principe commun recherché n'est pas acquis et doit faire l'objet d'un processus de construction à mettre en place et qui ne se fera pas sans la participation des chercheurs et des citoyens « profanes ». La référence à la conquête de nouveaux marchés et à la création d'emplois n'est en effet pas suffisante dans un contexte où l'imbrication du secteur public (universités, grands centres de recherche) et du secteur privé (entreprises, PME) est telle qu'elle nécessite une action cohérente des collectivités locales, de l'État, des investisseurs privés. Cette cohérence doit associer les citoyens, nombreux à Grenoble, qui sont à la recherche de solutions aux problèmes actuels de la société et qui sont également des électeurs.

Une diversité fructueuse

Un deuxième point important à signaler est que le tissu industriel de la région reste très diversifié. C'est du reste cette diversité des compétences qui a permis à des entreprises de production du numérique (ST Microelectronics par exemple) et à l'équipement d'installation de

laboratoires travaillant dans des atmosphères contrôlées (salles blanches) de trouver sur place les fournisseurs sont ils ont besoin (Air Liquide, installateurs...). Ces compétences s'inscrivent dans la tradition grenobloise des années précédentes (métallurgie, chimie, nucléaire, énergie) et elles sont loin d'avoir disparu. Un responsable d'une entreprise se consacrant à l'industrialisation d'une machine thermique déclarait avoir choisi de rester à Grenoble, précisément parce qu'il y trouvait sur place les compétences nécessaires, notamment dans le domaine des échanges thermiques, compétence née avec la phase « nucléaire » du développement grenoblois. On peut penser que la légitimation du développement actuel des technologies de l'information passe précisément par son articulation avec les autres secteurs d'activité dans le cadre d'une perspective commune de développement tant dans le domaine social (par exemple accompagnement des personnes âgées) qu'industriel. Ce besoin est ressenti également par certains industriels. Comme le déclare un industriel grenoblois (Bloch, 2013, p. 106), « nous devons être capables de nous fédérer autour d'une vision commune et ne pas nous contenter d'une logique de compromis entre les différents acteurs institutionnels ». Le risque est en effet d'oublier le caractère à la fois systémique et ouvert sur l'extérieur, du développement régional et de tomber dans des logiques sectorielles, chaque secteur défendant ses intérêts propres sous contrainte de ressources publiques limitées.

Troisième changement à prendre en compte, celui de l'évolution de la population et de sa localisation. Une double fragmentation se produit en effet dans la région grenobloise. D'une part une partie importante de la population se trouve de fait exclue des activités qui se sont développées. « À la fois cité dessinant le futur prometteur et progressiste de l'économie de la connaissance et ville sur laquelle sont dessinés les tourments d'une société en souffrance » (R. Lajarge, in Bloch, 2013). D'autre part, la région urbaine déborde largement les frontières de l'agglomération *stricto sensu*. La montée de l'individualisme et l'implantation dans les communes avoisinantes renforcent cette fragmentation de la population. « Mû par une recherche permanente de sa propre particularité, chaque fragment s'efforce de garder sa spécificité » (Lajarge, in Bloch, 2013, p. 166).

Il est donc difficile, dans ces conditions, de déceler un principe commun, d'autant plus qu'aucune institution ne représente réellement l'ensemble de la population.

ÉCONOMIE DES CONVENTIONS ET DÉVELOPPEMENT TERRITORIAL

Nous avons pris l'exemple de la région grenobloise pour discuter de l'intérêt d'une approche par l'économie des conventions pour l'analyse du développement d'un territoire.

L'intérêt essentiel de l'approche conventionnaliste est d'inciter à aller au-delà de visions simplistes et partielles. Une vision idéaliste du développement territorial conduirait à penser qu'il y a un « génie local » qui veillerait sur le territoire de sorte que celui-ci s'adapte constamment aux technologies de l'avenir. On a parfois cherché à localiser ce génie dans les montagnes qui entourent Grenoble. Et on peut voir en effet, dans cette histoire, une industrialisation initiale grâce à la houille blanche et au tourisme, activités en effet très liées aux montagnes. La suite peut s'interpréter par des enchaînements dus aux connaissances acquises dans chacune des phases précédentes : les industries d'équipements viennent se placer en amont des industries énergétiques ; une population d'ingénieurs se développe ; des universitaires de talent viennent s'installer pour profiter d'un environnement social et géographique favorable. Une discipline en attire une autre : on passe de l'électricité à l'informatique, du nucléaire à la microélectronique, de la microélectronique à la biologie structurale, etc. Mais il faut expliquer comment ces enchaînements ont pu se produire à Grenoble alors que d'autres villes, dans des situations géographiques analogues, ne les ont pas connus. D'autres propositions ont été formulées, qu'il s'agisse de la notion d'« atmosphère industrielle » proposée par Alfred Marshall ou celle, plus récente, de « proximité » avec ses trois dimensions géographique, organisationnelle et institutionnelle, cette dernière étant entendue au sens large : « L'institution permet soit la réduction des incertitudes des comportements sociaux, soit la coordination entre acteurs et ressources à travers la réalisation d'un projet. De fait, la proximité institutionnelle se définit comme l'adhésion des agents à des systèmes de valeurs visant à faire aboutir un objectif commun, cette adhésion se traduisant par l'identification d'une structure commune de coordination » (Abdelmalki, cité par Villard, 2005).

L'approche conventionnelle incite à comprendre les convergences entre les milieux politiques, industriels et scientifiques qui ont su mener ensemble,

dans les moments cruciaux, les reconversions nécessaires ainsi que des activités de lobbying et de communication cohérentes malgré des divergences fortes dans d'autres domaines. Cette approche a surtout été utilisée dans le cas d'organisations ayant des règles de fonctionnement relativement stables, en particulier dans le cas des entreprises. L'application à un territoire ne va pas de soi, car on a, dans ce cas, affaire à un grand nombre d'organisations ayant chacune ses règles propres.

Le risque que l'on peut ressentir dans ce type d'analyse est celui de la subjectivité du chercheur. Dans ce qui précède, on a privilégié le rapport entre sciences, connaissances, société et action publique et constaté que ce rapport avait changé en longue période. Ce changement est particulièrement important pour la région grenobloise étant donné l'importance relative prise par le secteur de la recherche et des nouvelles technologies. La périodisation proposée constitue en réalité plus une hypothèse à vérifier qu'un constat empirique incontestable. C'est en même temps une manière de souligner l'intérêt de l'approche conventionnaliste qui appelle à des études pluridisciplinaires beaucoup plus approfondies explorant les dimensions politique, économique, sociologique à partir d'un corpus de données (discours, images diffusées, démarches effectuées, contacts existant entre les différentes organisations et collectivités...).

Une deuxième question qui est apparue au fil de cet essai est celle de savoir comment on passe d'une convention à une autre. Ici encore on en est réduit à la formulation d'hypothèses. Un territoire qui se développe en longue période doit nécessairement être en phase avec les changements qui se produisent à l'extérieur, au niveau national et international. Pour autant il ne peut être considéré comme la simple projection de contraintes extérieures sur son espace géographique. Sa dynamique doit reposer aussi sur des forces qui évoluent en son sein, en même temps que sur sa capacité d'attraction de ressources nouvelles. On a vu l'importance de l'action des collectivités locales, des entreprises et des associations diverses. Ce qu'il faudrait pouvoir expliquer, c'est comment dynamique interne et contraintes extérieures peuvent évoluer ou non de manière cohérente, ce qui souligne l'importance des réseaux nationaux et internationaux auxquels appartiennent les acteurs locaux.

Les liens entre économie des conventions et économie des territoires se sont relâchés depuis les travaux de Michael Storper (Storper, 1997). Dans son

dernier ouvrage (Storper, 2013), lui-même propose de jeter un pont entre économie des conventions et économie comportementale, le « contexte » venant remplacer le « monde de production » défini par Salais et Storper et s'inscrivant dans l'approche conventionnelle : « The notion of context has affinity with my earlier notion of a "world", which is a collective environment defined by the conventional ways actors coordinate with one another to reduce uncertainty. Those conventions, in effect, collectively stabilize many of the anchors and frameworks for individuals' action in a given type of environment (Salais, Storper). Behavioral economics, however, provides the microfoundations that are missing in the literature on conventions » (Storper, 2013, p. 236). Il n'est pas question ici d'entrer dans une discussion d'ensemble des propositions de M. Storper dans cet ouvrage très riche, juxtaposant plus qu'intégrant les dimensions économiques, institutionnelles, sociales et politiques du développement des métropoles. On notera toutefois que la notion de contexte, ou de « génie des villes » chez M. Storper vise à expliquer la cohérence des comportements individuels dans une région urbaine. Le « contexte » n'est chez lui qu'un des éléments d'un ensemble, celui des sept « C » (*codes and communication, channels, clustering, communities, context or « local genius », coordination, competition*) définissant le rôle des interactions locales dans la globalisation.

Dans ce qui précède, nous avons cherché à rendre compte, à un niveau plus général, de la manière dont sont rendues cohérentes ou pas les actions d'acteurs collectifs, comme le faisait M. Storper en 1995 : entreprises, laboratoires, universités, collectivités locales, état, etc. C'est pourquoi il reste intéressant de maintenir les liens entre économie des conventions et économie des territoires, même si le chemin n'est pas toujours bien balisé.

QUELQUES RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- BATIFOULIER, PHILIPPE (ed.) (2001), *Théorie des conventions*, Paris, Economica.
- BELLEVILLE, PIERRE (1963), *Une nouvelle classe ouvrière* (chapitre 5 « Une nouvelle classe ouvrière conquiert ses nouvelles frontières »), Paris, Julliard.
- BLOCH, DANIEL (ed.) (2011), *Grenoble, cité internationale, cité des innovations : rêves et réalités*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble.
- BLOCH, DANIEL (ed.) (2013), *Réinventer la ville, Regards croisés sur la métropole grenobloise*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble.
- EYMARD-DUVERNAY, F. (éd.) (2006), *L'économie des conventions : méthodes et résultats*, Paris, La Découverte.

- EYMARD-DUVERNAY, F. (2007), « Théorie de l'entreprise : le programme de recherche conventionnaliste », in M. Bensaïd, N. El Aoufi et M. Hollard, *Économie des organisations : tendances actuelles*, Paris, L'Harmattan ; Rabat, Économie critique.
- FAVIER, RENÉ (éd.) (2010), *Grenoble : histoire d'une ville*, Grenoble, Glénat.
- HOLLARD M. & SAEZ G. (eds.) (2010), *Politique, science et action publique. La référence à Pierre Mendès France*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble.
- LATOURE, BRUNO (2010), *Cogitamus : six lettres sur les humanités scientifiques*, Paris, La Découverte.
- MALLET, SERGE (1963), *La nouvelle classe ouvrière*, Paris, Le Seuil.
- PARENT, JEAN-FRANÇOIS & SWARTZBROD, JEAN-LOUIS (1995), *Deux hommes, une ville : Paul Mistral, Hubert Dubedout*, Grenoble, La Pensée sauvage.
- SALAS, ROBERT & STORPER, MICHAEL (1993) *Les mondes de production : enquête sur l'identité économique de la France*, Paris, Éditions de l'École des Hautes Études en Sciences sociales.
- STORPER, MICHAEL (2010), « Agglomeration, Trade and Spatial Development: Bringing Dynamics Back In », *Journal of Regional Science*, vol. 50, n° 1, pp. 313-342.
- STORPER, MICHAEL (1995), « La géographie des conventions : proximité territoriale, interdépendances hors marché et développement économique », in Alain Rallet et André Torre, *Économie industrielle et économie spatiale*, Paris, Economica.
- STORPER, MICHAEL (1997), *The Regional World: Territorial development in a global economy*, London-New York, The Guilford Press.
- STORPER, MICHAEL (2013), *Keys to the City: How Economics, Institutions, Social Interaction, and Politics Shape Development*, Princeton, Princeton University Press.
- VELTZ, PIERRE (2002), *Des lieux et des liens : politiques du territoire à l'heure de la mondialisation*, La Tour d'Aigues, Éditions de l'Aube.
- VELTZ, PIERRE (2012), *Paris, France, Monde : repenser l'économie par le territoire*, La Tour d'Aigues, Éditions de l'Aube.
- VERJUS, JEAN-PIERRE (2012), *Mission « Logiciel à Grenoble », rapport présenté en juin 2012*, Communauté d'agglomération Grenoble-Alpes Métropole (La Métro).
- VILLARD, LIONEL (2005), *Proximités et développement territorial. Industrie et recherche publique à Grenoble à travers le réseau des doctorants en convention CIFRE*, mémoire de Master 2 Recherche « Ville, Montagne et Durabilité », Grenoble, Université Joseph Fourier, s/dir. Bernard Pecqueur.